



La « nouvelle » doctrine nucléaire de la Fédération de Russie et ses conséquences

Le 19 décembre 2014, le président Vladimir Poutine entérinait une nouvelle doctrine militaire pour les forces armées russes, complétée l'année suivante par le document sur la sécurité nationale du 31 décembre 2015. Si la modernisation des forces conventionnelles est un point important de cette doctrine, pour autant l'arme nucléaire reste un élément central de la politique de défense russe.

Le rôle de la « désescalade » face à l'OTAN

Fondamentalement, la stratégie nucléaire russe repose sur le pari de la « désescalade », concept introduit par la doctrine de 2000. En cas de menace par des forces conventionnelles, l'idée consiste à pouvoir utiliser des armes nucléaires tactiques de puissance limitée afin de dissuader l'adversaire de toute entreprise militaire supplémentaire. Si cette conception comporte un risque de conflit global en cas d'embrassement aux portes de la Russie (Moldavie, Ukraine, pays baltes), elle est toutefois cohérente avec le fait que le pays cherche à compenser par le nucléaire l'infériorité de ses forces conventionnelles.

À la suite du traumatisme de la guerre de Tchétchénie, la doctrine de 2000 justifiait l'usage de l'arme nucléaire en cas de « situation critique pour la sécurité nationale », définition volontairement floue qui permettait d'inclure les menaces conventionnelles. La doctrine du 6 février 2010 revenait à une approche en apparence plus restrictive puisque la réponse nucléaire à une menace conventionnelle ne s'appliquait qu'en cas d'attaque sur le territoire russe même, une conception proche de celle de la France. Les documents de 2014 et de 2015 confirment que la doctrine de 2000 reste en grande partie inchangée. Depuis 2000, les exercices militaires des forces incluent tous un scénario d'usage de frappes nucléaires limitées.

L'article 27 du document de 2014 précise que la Russie pourra faire usage du nucléaire en cas d'emploi d'une arme de destruction massive contre elle ou contre ses alliés, mais aussi en cas d'attaque conventionnelle menaçant l'existence de l'État. Son article 12 cite par ailleurs l'OTAN comme la principale menace pour la sécurité nationale. La logique profonde de la doctrine va ainsi au-delà de la défense du territoire national : elle sous-entend une réappropriation par la Russie de son « étranger proche » (États de l'ancien espace soviétique), marquée par la volonté de le défendre, si besoin au moyen du nucléaire, face à l'expansion de l'Alliance atlantique.

Un risque croissant entre sentiment d'agression et modernisation des équipements nucléaires

La politique extérieure russe, notamment dans le cadre de la crise ukrainienne, n'a pas manqué de susciter l'inquiétude des États occidentaux. Un an après l'annexion de la Crimée en février 2014, Vladimir Poutine a révélé avoir été sur le point de placer les forces nucléaires en état d'alerte. Cette déclaration peut être interprétée comme une volonté de matérialiser *a posteriori* la doctrine auprès des Occidentaux et d'obtenir l'adhésion de la population russe, en cohérence avec la volonté affichée de galvaniser la société qui, au contact d'une industrie médiatique résolument anti-occidentale, présente une tolérance grandissante aux armements nucléaires : selon des sondages de 2015, 62 % des Russes jugent possible l'usage de l'arme pour défendre la Crimée en cas d'agression et 59 % envisagent l'éventualité d'une invasion américaine.

Les nouveaux armements et leur déploiement constituent une aggravation du risque. Si la Russie respecte ses engagements du traité *START* de 2011 pour la réduction du nombre de charges nucléaires, elle modernise considérablement son arsenal : 754 millions de dollars de budget en 2016 (soit 1,7 % du budget de la défense) contre 693 millions en 2015, avec 1582 ogives pour 515 missiles, 12 sous-marins lanceurs d'engins et 66 bombardiers en 2015. On note aussi l'implantation de missiles sol-sol Iskander d'une portée de 350 à 400 km dans l'enclave de Kaliningrad, le développement du bombardier furtif Tupolev PAK-DA ou l'ajout de 40 nouveaux missiles intercontinentaux à l'arsenal en 2015. Ainsi, même si Vladimir Poutine a déclaré que la modernisation des forces conventionnelles marginaliserait à terme l'arme nucléaire, celle-ci occupe toujours une place centrale dans le dispositif russe.

À la suite de la dégradation de ses relations avec l'OTAN, l'objectif pour Moscou consiste à éprouver la solidarité de ses États membres, dont la viabilité en cas de conflagration sur un foyer à risques est douteuse. L'OTAN devra donc impérativement trouver un équilibre entre les garanties sécuritaires à donner aux alliés et la nécessité d'éviter un repli ultranationaliste de la Russie qui la replacerait dans une logique de confrontation de blocs.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.